

Bridées par les PRÉJUGÉS

L'augmentation du taux d'activité des femmes dans le monde arabe pourrait stimuler la croissance économique, mais elle se heurte à des obstacles profondément ancrés

Nazila Fathi

Depuis les soulèvements de 2011 dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, le rôle des femmes dans l'économie a progressé, au moins sur le papier. Mais comme l'indiquent ces portraits croisés, les femmes ont toujours du mal à y trouver du travail, et encore plus à y créer et gérer des entreprises. Trop souvent, la réussite passe par l'aide d'un homme de leur famille.

Avant de lancer *Middle East Business Magazine and News*, publication en arabe et en anglais, Amal Dara-gmh meh Masri a passé 13 ans à en poser les jalons. En 1999, elle a créé l'Ougarit Group, une société de relations publiques et de médias, afin de développer le réseau et l'expérience nécessaires. Lorsqu'elle s'est jetée à l'eau en 2012, elle avait la sensation de pouvoir surmonter tous les préjugés à l'égard des femmes chefs d'entreprises, forte d'un plan destiné à assurer la réussite financière de son projet.

«Il y a deux types de femmes», estime Amal, qui vit à Ramallah, en Cisjordanie. «Les femmes et les femmes têtues. Ici, il faut être têtue pour réussir.»

Mais Amal a vite découvert que même les femmes têtues voulant fonder une entreprise et générer de la croissance sont très peu aidées. La société arabe, qui considère l'homme comme le principal pourvoyeur du ménage, fait tellement peu cas des aspirations féminines que le magazine d'Amal n'est pas considéré comme une entreprise appartenant à une femme aux yeux de la loi. Elle n'a pas pu contracter d'emprunt, car le magazine était considéré comme un service, et non comme un bien, à l'instar des articles de broderie et d'artisanat produits par d'autres entreprises détenues par des femmes. Il a fallu que son mari cosigne sa demande de prêt, car il possédait des

biens pouvant servir de garantie. Mais ce soutien l'a rendue inéligible à l'exonération fiscale de cinq ans octroyée aux entreprises appartenant à des femmes.

Aujourd'hui, Amal (49 ans) emploie cinq personnes, dont sa fille vidéographe de 21 ans, et elle s'est constitué un beau portefeuille d'abonnés et d'annonceurs payants.

Son mari, elle le sait, a joué un rôle fondamental : «Sans lui, je n'aurais peut-être pas réussi». Cette mère de trois enfants assure que toute femme arabe active a besoin d'un partenaire masculin prêt à partager le fardeau.

Selon un rapport de 2017 de l'Organisation internationale du travail, le taux d'activité des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est le plus faible du monde avec 21,2 %, contre environ 40 % ailleurs. Pourtant, parallèlement à l'augmentation de leur niveau d'études, les femmes sont devenues une force de changement qui revendique l'égalité des chances, même dans des pays à fortes traditions comme l'Arabie saoudite.

Les progrès restent toutefois poussifs. Même dans un pays comme le Maroc, où les organisations féministes ont réussi à faire adopter des lois plus progressistes interdisant la discrimination de genre, il est compliqué de rompre avec le passé. En foyer comme en société, les attitudes patriarcales persistent, et de nombreuses femmes sont cantonnées à des emplois mal payés, quand elles en ont un.

Des facteurs non culturels peuvent s'en mêler. À Ramallah, par exemple, Israël a fermé les frontières et restreint la circulation des personnes. Les entreprises qui employaient des femmes, dans le textile par exemple, ont fait faillite. En 2012, les femmes ne représentaient que 17 % de la population active en Cisjordanie et à Gaza.



Amal raconte que les couvre-feux et les barrages routiers l'ont pénalisée financièrement, elle aussi. Il est onéreux de faire venir le matériel nécessaire, «ce qui nuit à l'entreprise, que l'on soit un homme ou une femme», dit-elle.

«Emploi, liberté et dignité» : c'était l'un des slogans scandés en Tunisie lors du Printemps arabe qui a débuté fin décembre 2010. Le chômage dans la région arabe était le plus élevé du monde et atteignait 27 % en Tunisie. Les femmes, qui représentent la majorité de la population étudiante de la plupart des universités arabes, étaient, comme leurs homologues masculins, pour l'essentiel incapables de trouver du travail après leur diplôme.

Exprimant leur colère face au manque de débouchés, elles étaient en première ligne des manifestations en Tunisie et dans d'autres pays arabes où les protestations ont pris de l'ampleur en 2011. Lina Ben-Mhenni, fille d'enseignant et fonctionnaire, était présente.

«En matière d'emploi, je raisonnais et raisonne toujours en termes d'emploi pour les femmes et les hommes, de liberté et dignité pour les deux sexes», explique-t-elle.

Traductrice indépendante, elle a lancé un blog dès le premier jour de la révolution. Après la chute du président Zine El Abidine Ben Ali, elle a trouvé

un poste d'enseignante en langues étrangères à l'université de Tunis, sans renoncer à son statut de bloggeuse sans filtre, outrée que les femmes restent marginalisées malgré les lois de 1956.

«La Tunisie est considérée comme l'un des pays les plus progressistes en termes de droits des femmes. Mais la réalité est différente. Rares sont les femmes qui occupent des postes de direction, l'égalité des salaires n'existe pas et les employeurs préfèrent recruter des hommes en raison de problèmes comme les grossesses.»

Dans le monde arabe, les femmes sont quotidiennement la cible de remarques sexistes sur leur apparence ou leur tenue vestimentaire. Avec la montée des groupes islamistes en Tunisie après la révolution, Lina et les femmes partageant ses idéaux ont été confrontées à une nouvelle forme de harcèlement. Dans un climat de conservatisme religieux, les hommes ont commencé à se méfier de nouvelles formes de liberté, comme le rôle plus actif des femmes dans la vie publique et leur remise en question des traditions. Lina a reçu des insultes et menaces telles qu'elle a même craint pour sa vie.

«Les extrémistes n'ont pas accepté qu'une femme contre leurs opinions et les critique», raconte-t-elle.

Lina a perdu son emploi en 2015. À 34 ans, elle vit chez ses parents, sans revenu stable et sans sécurité de l'emploi. Elle incarne les problèmes de l'emploi des femmes. Depuis la «révolution» et sa

Si davantage de femmes travaillaient...

Selon un récent rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT), les États arabes affichent le plus faible taux d'activité des femmes : 21,2 % en 2017. Si ce taux augmente progressivement, les femmes des États arabes (que l'OIT définit comme les pays du Conseil de coopération du Golfe ainsi que l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la Cisjordanie et Gaza, et la Syrie) ont encore beaucoup de chemin à parcourir pour combler l'écart avec les hommes, qui affichent un taux d'activité de 76,4 %.

Pourquoi cette disparité pèse-t-elle autant ? Dans un environnement où les nouvelles sources de croissance sont rares, l'augmentation de la participation des femmes pourrait stimuler la croissance économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

En 2014, les dirigeants des pays avancés et émergents du G-20 se sont engagés à réduire l'écart entre les taux d'activité des hommes et des femmes de 25 % d'ici à 2025. Selon l'OIT, si cet objectif était atteint dans l'ensemble des pays, l'emploi mondial gagnerait 5,3 %.

Cela se traduirait par un gain de croissance économique considérable : le PIB mondial pourrait gagner en 2025 3,9 %, soit 5.800 milliards de dollars. Les régions présentant les plus grands écarts hommes-femmes, à savoir l'Afrique du Nord, les États arabes et l'Asie du Sud, gagneraient le plus. Selon les

Perspectives économiques régionales de novembre 2013 du FMI, la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan aurait gagné l'équivalent de 1.000 milliards de dollars de production sur la décennie précédant le rapport si le taux d'activité des femmes avait été suffisamment relevé pour réduire l'écart du triple au double de la moyenne des autres pays émergents et en développement au cours de cette période.

L'intégration des femmes à la population active présente des bienfaits économiques indéniables. Mais il existe aussi d'autres effets positifs, tels que l'amélioration de la protection sociale des femmes et de meilleures opportunités pour exercer de l'influence et atteindre leurs objectifs de vie.

Ces effets positifs sont étayés par des chiffres. Le rapport de l'OIT indique que 70 % des femmes sondées préfèrent exercer une profession rémunérée, indépendamment de leur situation actuelle. Mais plus de la moitié des femmes dans le monde sont exclues de la population active, ce qui suggère que leur capacité et leur liberté de participation restent entravées par des écueils considérables.

Cet encadré est basé sur le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde — Tendances pour les femmes 2017* publié par l'OIT.

promesse d'ouverture de nouvelles perspectives, le taux de chômage des femmes en Tunisie a augmenté de 13 points pour atteindre 40 %, soit près du double de celui des hommes.

Après le Printemps arabe et sous la pression d'organisations féministes, Mohammed VI, le Roi du Maroc, a fait réviser la constitution en 2011 pour garantir l'égalité des sexes. L'économie étant à la peine, les autorités pensaient pouvoir la relancer en augmentant la participation de la main-d'œuvre féminine. Cette initiative était largement saluée.

Or six ans plus tard, les traditions ont la vie dure. Les femmes se plaignent que l'absence de prestations sociales telles que les congés maternité et les gardes d'enfants abordables les force à démissionner. Parmi elles, Abeer Eddouada, 37 ans, ancienne comptable dans une entreprise de graphisme à Casablanca. Après la naissance de deux jumeaux, son mari, fonctionnaire, voulait la voir rester à la maison.

«Pour lui, pas question de confier nos enfants à des inconnus. Et même s'il avait voulu, nous n'avions pas les moyens. Ici, nous n'avons pas de solutions de garde d'enfants abordables comme en Europe ou aux États-Unis», explique-t-elle.

Abeer pensait reprendre le travail au début de la scolarisation de ses jumeaux, mais dix ans plus tard — elle a aujourd'hui 37 ans —, elle est encore mère au foyer.

«J'ai postulé des dizaines d'emplois. Personne ne veut recruter une maman qui doit partir tôt pour aller chercher ses enfants à l'école.» Au Maroc, seulement 15 % des femmes vivant en zone urbaine ont un emploi, contre 62 % des hommes. Abeer est convaincue que des mesures pratiques telles que des solutions de garde abordables, en complément de réformes juridiques, pourraient ouvrir la voie d'un changement de perception des femmes par la société.

Il a fallu attendre la chute des prix du pétrole pour que l'Arabie saoudite commence à voir les femmes comme des vecteurs de diversification économique. En 2013, feu le Roi Abdallah ben Abdelaziz autorisa les femmes à travailler dans la distribution et l'accueil, et les premières avocates reçurent leur carte professionnelle. Des femmes saoudiennes travaillent désormais dans l'enseignement et la médecine, entre autres. Le 26 septembre 2017, le pays a annoncé la levée de l'interdiction de conduire appliquée aux femmes, désormais plus mobiles dans un pays où les transports publics sont quasi inexistantes.

Il reste quand même difficile d'être une femme active en Arabie saoudite. Les hommes détiennent officiellement les droits de tutelle sur les femmes. C'est donc le père, le frère, l'époux ou même le fils, s'il a plus de 15 ans, qui prend toute les décisions juridiques. Sans le feu vert de son tuteur, une femme ne peut pas voyager, faire des études, se marier ni même se faire opérer.

Même si des femmes comme Fatima Almatrood, 30 ans, sont bien mieux loties que leurs mères, elles restent confrontées à des obstacles liés à leur sexe. Son père, qui n'a pas fait d'études secondaires et est originaire de Safwa, à l'est du pays, a mis du temps à la laisser entrer à l'université du Roi Saoud, à Riyad.

«Je comprenais ses inquiétudes de père, mais je voulais qu'il me fasse confiance et me laisse décider de ma vie», résume-t-elle.

Titulaire d'un master en psychologie, Fatima exerce aujourd'hui à l'hôpital psychiatrique Hafr Al-Batin, où elle gagne près de 30.000 dollars par an. Elle loue un appartement près de l'hôpital et des commodités. Mais le fait de vivre à 500 km de sa famille représente un fardeau «mental». Tous les week-ends, elle se fend d'un onéreux aller-retour en taxi ou en bus.

À l'hôpital, elle estime que la discrimination empêche les femmes de réaliser leur plein potentiel. «Les dirigeants ont des préjugés contre les femmes», dit-elle.

«Ils confient davantage de responsabilités aux hommes. Nous héritons de missions très basiques, qui nous empêchent de démontrer nos compétences techniques et de décrocher des promotions.» Lorsque le chef est en congés, il désigne toujours un collègue masculin pour assurer le relais.

Le pays veut porter le taux d'activité des femmes de 22 % aujourd'hui à 28 % en 2020. La plupart des femmes exerçant une influence économique et politique sont issues de familles riches. Fatima s'inquiète pour ses perspectives de carrière. Célibataire, elle sait qu'elle sera confrontée à de nouvelles difficultés une fois mariée. Elle aura un nouveau tuteur masculin, et si elle devient mère, elle ne bénéficiera pas de politiques favorables à la vie de famille.

Il existe toutefois des motifs d'espoir, tels que la levée de l'interdiction de conduire et l'assouplissement en juin de certaines lois de tutelle du royaume. Le changement est engagé, mais reste à savoir s'il interviendra assez tôt pour que Fatima en bénéficie. 

NAZILA FATHI, ancienne correspondante du *New York Times*, est l'auteur de *The Lonely War: One Woman's Account of the Struggle for Modern Iran*.